

GREENPEACE ET LA PETITION ICE CONTRE LE GLYPHOSATE. EXPLICATIONS ET COMMENTAIRES

Une pétition contre le glyphosate circule depuis janvier 2017. Elle ne ressemble pas à celles dont nous avons l'habitude, bien que nous ayons déjà protesté plusieurs fois contre l'empire Monsanto et son roundup à base de glyphosate. C'est une initiative européenne qui vise le million de signatures et qui demande un effort particulier à chaque signataire : fournir le numéro de sa carte d'identité. La demande va bien au-delà de la suppression du glyphosate. C'est le poids de notre citoyenneté européenne qui est en jeu. Ni plus, ni moins.

D'ABORD, donner le numéro de la carte d'identité : c'est le ministère de l'Intérieur français (et ses équivalents ailleurs) qui est chargé de collecter les signatures françaises avant de les transmettre à la Commission européenne. Les données ne sont ensuite ni conservées ni collectées. Et celles collectées par WeMove ne sont pas vendues. Nous savons bien que chaque fois que nous utilisons notre adresse mail pour quelque achat, même avec un pseudonyme, nos données personnelles sont collectées et vendues à plusieurs reprises.

ENSUITE, quelques informations cueillies sur la toile

euractiv.fr « Une pétition citoyenne compte faire interdire le glyphosate », 10 janvier 2017. L'exécutif européen a annoncé avoir enregistré une initiative citoyenne européenne (ICE) l'invitant « à proposer aux Etats membres une interdiction du glyphosate, à réformer la procédure d'approbation des pesticides et à fixer des objectifs obligatoires à l'échelle de l'UE en ce qui concerne la réduction de l'utilisation des pesticides ... L'initiative intitulée 'Ban Glyphosate' ne sera enregistrée officiellement que le 25 janvier, date à partir de laquelle les citoyens européens pourront signer le texte pendant les douze mois à venir ». Euractiv.fr est pessimiste : « L'initiative sur le glyphosate a cependant peu de chances d'aboutir. En effet, depuis le lancement des ICE en 2012, aucune des pétitions citoyennes n'a été à l'origine de la présentation d'un texte de loi. »

Commentaire : nous avons jusqu'au 25 janvier 2018 pour récolter le million de signatures (et bien plus encore) nécessaire à la prise en compte de la demande de loi rendant obligatoire les trois points énumérés par l'ICE. Une « coalition » d'associations se joignent à cette pétition : Greenpeace, Amis de la Terre, PAN (Pesticides Action Network), HEAL (The Health & Environmental Alliance) et plusieurs ONG européennes ; Générations futures, ATTAC France, RES (Réseau Environnement Santé qui vient d'obtenir l'interdiction du Bisphénol A en France), Inf°OGM ; en Allemagne Campact ; en Belgique, COE (Corporate Observatory Europe) ...

La pétition est collectée par WeMove.eu, une branche de l'ONG américaine, créée en janvier 2015, dont le siège est à Berlin, et qui revendique déjà 833.149 membres européens.

PETIT VOYAGE EN GOOGLITUDE

Deux essais de recherches chez Google, avec les mots clés « ICE glyphosate » et « Ban Glyphosate » fournissent une carte des enjeux soulevés par cette pétition. Chaque fois la première page commence avec l'appel de Greenpeace, se termine par deux réclames pour se procurer du glyphosate et par Pollinis dont le site Hoax a clairement dénoncé l'imposture. En continuant la recherche, puis en revenant à la première page, surprise : les offres de Glyphosate ont disparu et Pollinis se retrouve en tête de la seconde page ! L'expérience n'est pas reproductible, Google, ou plutôt son logarithme, son robot informatique, remanie l'ordre

d'apparition des textes selon les consultations des internautes. Et selon d'autres critères mal connus. Si bien que nous n'avons jamais affaire à la même page deux fois de suite !

Avec des données aussi mouvantes, voici quel voyage a été fait, le 2 juillet 2017 avec « Ban Glyphosate » :

Greenpeace en tête de la page 1 est le plus informatif et nous invite fermement à contribuer aux signatures, puis Euractiv.fr complète ses informations ; suivent des commentaires positifs par des sites qui ne se présentent pas comme associés au collectif ICE. La page se termine avec les offres d'herbicide.

Greenpeace, en tête de page 2 offre un contenu un peu différent ; et la page entière nous emmène voyager au loin. Aux Etats-Unis d'abord avec Anhinternational.org, puis en Italie avec Lifegate.com.

Anhinternational.org, 29 mars 2017 : « Will the EU ban glyphosate be killing pesticides ? » (La pétition européenne Ban –interdire- le glyphosate va-t-elle tuer les pesticides ?)

Le site américain rappelle le récent procès intenté à Monsanto en Californie par des habitants devenus cancéreux après exposition au roundup. Encouragés par l'annonce du CIRC (Centre international de recherches sur le cancer) le 15 mars 2015 qui déclarait l'herbicide cancérigène probable pour l'homme, ils ont obtenu un résultat stupéfiant : Monsanto a été contraint à « déclassifier » ses mails et ses courriers internes. **Commentaire** : chez nous, où les procès pour faire reconnaître les maladies professionnelles traînent en longueur, parfois, sinon souvent, après la mort du plaignant, cette décision rendue par un tribunal étonne par sa rapidité, et aussi par la sanction : donner l'information pertinente au plaignant, au public, au monde entier. Monsanto sait, on peut dire depuis les essais pour formuler son herbicide, que le glyphosate est toxique, pas seulement pour les végétaux et les animalcules des ruisseaux, mais aussi pour les humains.

Le texte rappelle que le CIRC refuse de prendre en compte les infos produites par les fabricants, celles qui servent à l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques), sollicité par l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments) pour affirmer que le glyphosate n'est pas dangereux pour l'homme. L'historique se termine en soulignant l'importance des pétitions émises au ras des pâquerettes (grassroot) quand elles sont étayées par des preuves scientifiques. **Commentaire** : voilà qui fait chaud au cœur, tant nos médias hexagonaux se gardent bien de faire allusion à ces actions citoyennes, même lorsque la loi est modifiée. Manifs, grèves de la faim, pétitions, ne seraient que des mouvements d'humeur de citoyens mal embouchés, des « vapeurs » de femmes sans cervelle. Ban Glyphosate n'est pas une pétition comme les autres...

Une dernière information : la date butoir pour la fin de la collecte pourrait changer. Ce n'est pas seulement un an après son lancement officiel, mais peut-être 6 mois après la décision de l'ECHA, le 15 mars 2017, déclarant que le glyphosate n'est ni mutagène, ni cancérigène ni reprotoxique. Soit le 15 septembre 2017, si l'industrie l'emporte sur les lois européennes.

Lifegate.com, 9 février 2017 : « Glyphosate. One million signatures are needed to ban it in Europe » (il faut 1 million de signatures pour l'interdire en Europe). Et optimiste, avec ça ! Le site italien dit, en effet, qu'il ne s'agit pas d'une pétition comme les autres. Elle doit recueillir un million de signatures (on le savait) chez les 510 millions d'habitants, dans 7 des 28 pays de l'Europe (on le savait, et même si nous ne sommes plus –bientôt- que 27, ce sont toujours 7 pays au minimum). Il précise que si le roundup est bien une création de Monsanto, il est tombé dans le domaine public en 2001 et il est désormais fabriqué par tous les agrochimistes. Il rappelle que l'annonce du CIRC a été démentie par l'EFSA. C'est lui qui donne la liste la plus longue, quoique non exhaustive, des associations et ONG qui font partie

du collectif qui lance la pétition. **Commentaire** : nous avons déjà signé, contre le glyphosate et le roundup qui mentionnaient principalement, sinon exclusivement, Monsanto comme le monstre acharné à produire ce pesticide. Peu précisait qu'il s'agissait d'un herbicide, qu'il était produit pour promouvoir la culture des OGM (en fait des PGM, plantes génétiquement modifiées). Désireux de faire percutant, donc court, les lanceurs de pétitions antérieures à l'ICE en arrivaient à donner une information fort mince. Désigner Monsanto comme l'adversaire unique, transformer chaque signataire en un David ardent contre le géant Goliath, déforme la réalité qui est loin d'être aussi romantique. Monsanto a perdu son brevet dès 2001 et tous les autres s'en sont emparés ; Monsanto est en train d'être racheté par Bayer et va alors disparaître dans la nouvelle entité ; le roundup diffère du glyphosate, qu'il contient, en étant beaucoup plus toxique à cause des molécules ajoutées à sa formulation commerciale. Le glyphosate est aussi un perturbateur endocrinien, comme d'ailleurs la plupart des pesticides, conservateurs, et colorants dont notre vie végétative est abondamment arrosée.

Enfin, comment pouvons-nous croire que ce qui tue un pissenlit n'a pas capacité à nuire, sinon à tuer, tout ce qui vit autour ? Les insectes volant, rampant et nageant (les daphnies des tests toxicologiques), les végétaux voisins, la chimie des sols de l'air et de l'eau, puis le roi de la création, non pas le lion des savanes, mais notre modeste personne d'être humain. Une molécule reprotoxique s'attaque au cœur de l'être vivant, avec ou sans pattes, humains comme végétaux.

Un message aussi pessimiste, aussi réaliste, qui met en cause les fondements de l'activité chimique sur notre terre est difficile à entendre, et impossible (?) à faire passer. C'est toute notre agriculture, notre industrie, notre médecine qu'il conviendrait de modifier. Cesser la guerre et la destruction pour inventer la cohabitation et la tolérance. La médecine préventive, l'agroforesterie, l'agriculture bio, la nutrition accordée à nos besoins et à nos ressources, tout ce que les signataires de pétitions « grassroots » pensent promouvoir et soutenir ; ce sont quelques essais émergeant avant le déluge (bon, le déluge n'a pas eu lieu après Louis XV, seulement la Révolution).

Google sollicité le 1^{er} juillet avec les mots-clés « ICE Glyphosate », a donné une liste comparable sur la page 1, avec les offres d'herbicide en fin de page, qui disparaissent ensuite. La page 2 nous livre un bon exemple de désinformation, comme en font pleuvoir les coalitions de producteurs, l'ECHA et cette bien nommée « TaskForce on Glyphosate ».

Seppi over-blog, le 20 avril 2017, déclare avec détermination qu'il s'agit d'une pétition illégale basée sur une étude bidon de Générations futures (sur les urines humaines contenant du glyphosate). Illégale parce qu'elle n'émane pas de simples citoyens mais d'une coalition d'associations dont ils ne sont que les prête-noms et qui n'agissent pas en « totale transparence ». **Commentaire** : on peut gloser sur la transparence de l'ECHA, de Monsanto et consorts. Il est vrai qu'il faut naviguer (un peu) sur les listes fournies par Google pour assembler les bribes se rapportant à l'ICE « Ban Glyphosate ».

Le même blog, avec son acharnement à nuire, cite le Traité de Lisbonne de 2012 : « Les entités, notamment les organisations qui contribuent, conformément aux traités, à la formation de la conscience politique européenne et à l'expression de la volonté des citoyens de l'Union devraient être en mesure de promouvoir une ICE, à condition qu'elles le fassent en totale transparence. » Certes, Greenpeace ne va pas jusqu'à détailler le procès californien, et ses suites. Il n'en contribue pas moins, et depuis longtemps, à la formation de la conscience politique des citoyens de l'Union européenne. Et c'est l'association qui collecte les signatures françaises. Signons cette ICE, même si le million est déjà dépassé !